

Paris, le 05/10/2007

Contribution de Numericable¹ à la consultation publique :
**« La situation concurrentielle des fourreaux de communications
électroniques et leur régulation éventuelle »**

Introduction

Numericable déploie aujourd'hui de la fibre optique dans ses réseaux, jusqu'aux immeubles : 30 000 immeubles sont déjà raccordés, soit 1,1 million de prises, qui deviendront plus de 2 millions à la fin de l'année, 5 à fin 2008 et 7,5 à fin 2009.

Le service proposé à ses clients est de l'ultra haut débit : une offre de télévision de plus de 220 chaînes avec HD et VoD, soit un flux de 2 Giga ; de l'Internet avec un débit de 100 Méga et enfin de la téléphonie sur IP.

Face aux limitations techniques de l'ADSL, le câble a donc une chance et une responsabilité : être l'acteur principal du décollage du très haut débit en France.

L'Autorité, pour favoriser ce décollage, souhaite créer les conditions d'une concurrence dans le très haut débit. Numericable partage cet objectif.

Dans ce cadre, l'Autorité soumet aux opérateurs sa réflexion sur la situation concurrentielle des infrastructures et ouvre le débat sur une régulation éventuelle de celles-ci.

Il est ainsi indiqué que *« la possibilité de recourir à des infrastructures existantes...change considérablement l'équation économique d'un opérateur souhaitant déployer un réseau très haut débit »* et qu'une régulation serait nécessaire *« ... pour permettre aux opérateurs alternatifs de déployer en dehors de cas isolés »*.

Numericable souhaite contribuer à cette consultation en examinant d'abord le cadre juridique de cette éventualité, puis la situation de ses propres infrastructures et enfin en décrivant sa vision de la réussite du déploiement du très haut débit en France.

¹ Numericable désigne dans ce texte le câblo-opérateur propriété d'YPSO France réunissant l'ensemble des réseaux câblés établis en France exploitant les marques commerciales NOOS, NUMERICABLE et EST VIDEOCOMMUNICATION.

I. Le cadre juridique d'une régulation des fourreaux

1. Sur la possibilité pour l'Autorité de retenir un marché pertinent des fourreaux et de le réguler

La question première est celle de la possibilité même pour le régulateur national ou européen de réguler les infrastructures physiques de génie civil dans lesquelles sont déployés les réseaux de communications électroniques.

(a) Les directives européennes² du paquet télécom définissent à ce stade le cadre pertinent. Le préambule de la directive 2002/19/CE dite « accès » du 7 mars 2002 éclaire la question :

(19) Le fait de rendre obligatoire l'octroi de l'accès aux infrastructures de réseau peut être justifié dans la mesure où cela permet d'accroître la concurrence, mais les autorités réglementaires nationales doivent établir un équilibre entre, d'une part, le droit pour un propriétaire d'exploiter son infrastructure à son propre avantage et, d'autre part, le droit pour d'autres fournisseurs de services d'accéder à des ressources qui sont indispensables pour la fourniture de services concurrentiels.

Le fait que les autorités réglementaires nationales imposent un octroi de l'accès aux infrastructures qui se traduit par une intensification de la concurrence à court terme ne devrait pas compromettre l'efficacité des mesures qui incitent les concurrents à investir dans des ressources de substitution, garantes d'une concurrence accrue à long terme.

Ce point est d'ailleurs confirmé par l'article 8.2 de la directive « Accès »³ aux termes duquel :

« Les autorités réglementaires nationales promeuvent la concurrence dans la fourniture des réseaux de communications électroniques, des services de communications électroniques et des ressources et services associés, notamment :

[...]

- *en encourageant des investissements efficaces en matière d'infrastructures, et en soutenant l'innovation ».*

^{2 2} Directive 2002/21/CE du 7 mars 2002 dite directive « cadre » relative au cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques.

Directive 2002/20/CE du 7 mars 2002 dite directive « autorisation » qui définit les prescriptions applicables à l'activité des communications électroniques.

Directive 2002/19/CE du 7 mars 2002 dite directive « accès » relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées ainsi qu'à leur interconnexion.

Directive 2002/22/CE du 7 mars 2002 dite directive « service universel » qui détermine les conditions dans lesquelles est assuré le service universel.

Directive 2002/77/CE du 16 septembre 2002 dite directive « concurrence » relative à la concurrence dans les marchés de réseaux.

³ Directive 2002/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées.

De même, en droit interne, l'article L. 32-1 II du CPCE assigne à l'Autorité la mission de veiller notamment :

«[...] 3° Au développement de l'emploi, de l'investissement efficace dans les infrastructures, de l'innovation et de la compétitivité dans le secteur des communications électroniques ;

[...] 10° A la mise en place et au développement de réseaux et de services et à l'interopérabilité des services au niveau européen ; [...] » (soulignement ajouté).

Dans sa mission de régulation du secteur, il appartient donc avant tout à l'ARCEP de privilégier le développement d'une concurrence par les infrastructures.

Le texte européen instaure ainsi une limite forte à l'idée de régulation au profit de la concurrence, celle de la légitimité de l'avantage procuré par l'investissement dans l'infrastructure.

Or, imposer aux opérateurs d'ouvrir les infrastructures n'est pas de nature à les inciter à l'investissement.

A l'inverse, augmenter les incitations à l'investissement dans un marché déréglementé crée une dynamique de marché positive et par conséquent plus de satisfaction pour les clients. Par ailleurs, nous ne comprenons pas pourquoi il faudrait imposer une obligation d'ouverture des infrastructures alors que les canaux et rivières ainsi que les autoroutes n'ont pas été dérégulés.

Numericable qui a investi plus de 4 milliards d'euros dans l'achat des réseaux et des infrastructures et dans leur modernisation en fibre optique, estime que seule une concurrence par les infrastructures est réellement dynamique.

De plus, l'article 2 de la directive « accès » précise que *l'accès signifie accès à des éléments de réseaux pour permettre la fourniture de ressources et/ou de services en vue de la fourniture de services de communications électroniques*.

Ainsi, contrairement à ce qui est indiqué en page 4 de la consultation de l'Autorité, l'accès consiste, de manière générale, en la possibilité d'interconnexion – dans toutes ses dimensions – d'opérateurs tiers aux réseaux et, de manière exceptionnelle et ponctuelle seulement, en l'usage d'une infrastructure en tant que telle en dehors des nécessités de l'interconnexion.

Cette rédaction a eu les effets attendus avec le dégroupage de la paire de cuivre du réseau de l'opérateur historique, mais ne donne aucune base juridique à l'ouverture générale et forcée des infrastructures des réseaux.

L'article 12 de la directive précitée confirme cette interprétation, puisqu'il prévoit la possibilité pour un opérateur de se voir imposer « *de satisfaire les demandes raisonnables d'accès à des éléments⁴ de réseau spécifiques...* ». Ce

⁴ Nous soulignons.

texte montre bien qu'il ne s'agit pas d'imposer un accès de principe aux réseaux en tant que tels et dans leur ensemble.

La loi n°2004-669 du 9 juillet 2004 transposant le paquet télécom reprend dans son article 18 l'intégralité des conditions de régulation intégrées aux articles L.37 et L.38 du CPCE. Si les opérateurs exerçant une influence significative sur un marché du secteur des communications électroniques peuvent se voir imposer des obligations, c'est uniquement en matière de mise à disposition au profit d'opérateurs tiers de capacités opérationnelles, actives, de leur réseau.

La distinction précédemment faite entre un usage général des infrastructures (notamment les fourreaux) et l'accès à des points du réseau nécessaires à l'interconnexion est ainsi confirmée en droit français.

(b) Surtout, si le cadre communautaire du paquet télécom prévoit la possibilité pour les ARN de mettre en œuvre des régulations sur des marchés du secteur des communications électroniques autres que ceux figurant dans la recommandation de la Commission du 11 février 2003, cette possibilité est subordonnée à la réunion de trois critères, comme l'a d'ailleurs rappelé l'Autorité dans la consultation. Il faut en effet établir, de manière cumulative, (i) l'existence de barrières à l'entrée, (ii) l'absence de concurrence dynamique et (iii) l'incapacité du droit de la concurrence « classique » à remédier aux défaillances du secteur. Or, contrairement à la position de l'Autorité, Numéricable estime que la réunion de ces critères est en l'espèce discutable voire tout à fait contestable.

(i) S'agissant d'éventuelles barrières à l'entrée, tout d'abord, la Commission a précisé que celles-ci peuvent être structurelles ou légales et/ou réglementaires.

- Barrières légales/administratives : on ne peut sérieusement soutenir que le droit français crée une quelconque entrave au développement des réseaux de communications électroniques, puisque le code des postes et des communications électroniques a précisément instauré au bénéfice des exploitants de réseaux ouverts au public un système de servitudes sur les propriété privées et de droits de passage sur le domaine public.
- **Barrières structurelles (coûts, demande, etc.) : Numéricable souhaite ici rappeler qu'il construit pour sa part chaque année 40 à 50.000 nouvelles prises. Cela démontre bien que le déploiement d'un réseau est possible, traduisant en cela l'absence de barrières structurelles (et légales, on l'a vu) au déploiement de nouvelles infrastructures. C'est là avant tout une question de stratégie économique et de volonté des opérateurs. Bien entendu, il est très simple de se passer de tels investissements et de demander à profiter de ceux réalisés par les concurrents mais cela ne saurait justifier en quoi que ce soit une intervention réglementaire.**

On notera en effet que la capacité de Numericable à investir dans le développement d'infrastructures alternatives résulte de la volonté de ce groupe et non d'un quelconque avantage comparatif, Numéricable détenant trois fois moins de clients que ses concurrents Neuf ou Free lesquels, même en ayant les moyens financiers, avaient tout simplement fait le choix, jusqu'ici, de ne pas investir dans ce secteur. Il semble d'ailleurs que certains opérateurs aient modifié leur politique d'investissement et de développement puisque plusieurs d'entre eux ont annoncé des plans d'investissements importants dans la fibre optique, traduisant ainsi leur capacité à investir pour développer des infrastructures de substitution.

(ii) Le dynamisme de la concurrence dans le secteur est réel et s'oppose d'après Numéricable à toute réglementation ex ante, comme en témoignent les annonces récentes d'opérateurs s'agissant de leur politique d'investissements dans des infrastructures alternatives (voir supra).

Iliad a par exemple annoncé « Plus de 10 millions de français, soit plus de 4 millions de prises raccordables seront éligibles d'ici 2012. Free entend cibler principalement les zones où la densité des détenteurs de Freebox est la plus importante : plus de 15 % de pénétration sur le marché des lignes fixes dans ces zones. » Et a ajouté « le déploiement de la fibre optique représente un investissement de taille : un milliard d'euros d'ici à 2012. Le coût de raccordement de chaque abonné devrait s'élever à 1.000 euros. Toutefois, celui-ci devrait baisser en fonction du nombre d'abonnés. Parallèlement, le coût des technologies optiques doit fléchir d'environ 10 % par an, dans les années à venir. Au delà, Iliad estime également que sa part de marché devrait passer à 25 %. Quant au réseau, amorti sur 30 ans, il devrait être rentabilisé en six ans. En 2006/2007, l'investissement sera de 300 millions d'euros, puis sera compris entre 100 et 150 millions d'euros entre 2008 et 2012. »

Par ailleurs, Neuf Cegtel a communiqué : « Nous avons commencé à investir dans la fibre optique dès l'origine de la société, en 1998. Nous consacrons environ 300 millions d'euros par an à nos infrastructures. Nous allons poursuivre ce rythme, en tirant progressivement de la fibre optique jusque chez les abonnés résidentiels, notamment à Paris. Il y aura une offre commerciale concrète dès l'année 2007. Mais le marché ne décollera vraiment que dans les années qui viennent, vers 2009. »

Enfin, en septembre dernier, « Neuf Cegetel précise ses intentions sur la fibre optique en province. Déjà disponible à Pau et à Paris où il compte 17.000 clients, l'offre fibre optique du FAI va s'étendre, en 2008 et 2009, dans cinq grandes villes de province (Toulouse, Rennes, Bordeaux, Strasbourg, Nancy) ainsi que 13 villes de la région parisienne, avec lesquelles des accords de déploiement ont déjà été passés. A Paris, le nombre de logements raccordés par Neuf Cegetel à la fibre optique devrait passer de 110.000 aujourd'hui à près de 400.000 d'ici fin 2009. Le groupe a ainsi confirmé ses ambitions. A la fois dans

le déploiement - il vise un million de logements raccordés pour 250.000 clients fin 2009 - et en termes d'investissement (300 millions d'euros prévus pour la période 2007-2009). »

Ainsi plusieurs opérateurs ont annoncé en 2005 et 2006 des investissements importants dans ce déploiement. Ces projets, qui ont été bien reçus, n'étaient pas conditionnels. Ils faisaient état d'une capacité à investir dans les réseaux, de la part des opérateurs en cause.

(iii) Enfin, les outils du droit de la concurrence classique permettent déjà de remédier de manière satisfaisante aux éventuelles défaillances du secteur.

Ainsi et si comme semble le penser l'Autorité, il était jugé que France Telecom détenait une position dominante dont elle abuserait, le droit de la concurrence classique devrait permettre de traiter cette situation.

De même, le régime du droit d'accès aux infrastructures essentielles, dont relèveraient le cas échéant les infrastructures de l'opérateur historique, permettrait de s'assurer des conditions équitables et transparentes pour le partage des réseaux avec les autres opérateurs.

Aussi Numéricable a-t-elle confiance dans la capacité du droit de la concurrence classique à assurer une juste régulation du secteur, sans qu'il faille privilégier indument les opérateurs qui s'abstiennent d'investir. La procédure intentée par Free et actuellement en cours d'instruction devant les autorités françaises de concurrence afin de se voir conférer un accès aux fourreaux de France Telecom semble d'ailleurs confirmer que les outils existent, sans préjuger ici et sur le fond l'issue de ce litige.

Au total, dès lors que les trois critères exigés ne sont pas réunis, il apparaît que l'existence même d'un marché pertinent et par conséquent la faculté pour l'Autorité de réguler ce secteur, sont sujettes à caution.

Pour illustrer cette impossibilité et son inutilité on rappellera ici, que l'accès à des infrastructures majeurs du déploiement de réseaux de communication électronique que sont les linéaires des Voies Navigables de France, des lignes de TGV, et des autoroutes n'ont pas donné lieu à une régulation.

2. Les alternatives

L'Autorité indique que les autres hypothèses de régulation correspondent d'une part, à une régulation asymétrique des couches hautes des réseaux et, d'autre part, à une séparation fonctionnelle du réseau de l'opérateur dominant. Le réseau de Numericable (cf. infra), aux dires même de l'Autorité (cf. page 14) ne relevant pas de ces logiques, la société n'en fait pas de commentaires.

II. La situation de Numericable au regard de l'hypothèse d'une régulation des fourreaux.

A supposer qu'une régulation générale soit compatible avec le droit communautaire, ce qui ne semble pas être le cas, il convient de noter que l'ARCEP estime elle-même que les infrastructures de Numericable ne pourraient relever d'une telle régulation.

Numericable prend acte de cette position de l'Autorité. Toutefois Numericable souhaite apporter plusieurs précisions en réaction au contenu de la consultation.

2.1. Les infrastructures du câble appartiennent toutes au cablo-opérateur.

A titre préliminaire, deux passages du rapport de l'Autorité méritent d'être rapidement commentés: « *le câblo-opérateur n'est pas propriétaire du génie civil sur le périmètre du plan câble* » ; « *le câblo-opérateur n'est pas propriétaire du génie civil dans les délégations de service public où le génie civil est un bien de retour* ».

S'agissant des réseaux du plan câble, Numericable est propriétaire des réseaux à la suite de la centaine d'actes authentiques de ventes passés et possède des droits irrévocables d'utilisation (IRU) de vingt ans sur le génie civil dans lesquelles passent ces réseaux.

La caractéristique de l'IRU est précisément une quasi-propriété qui donne à son bénéficiaire tout les droits d'un propriétaire et particulièrement l'exclusivité absolue de la jouissance du bien en cause.

En conséquence, les infrastructures du plan câble de Numericable ne sont ni ouvertes ni susceptibles de l'être à des tiers.

S'agissant des réseaux dérégulés, construits par des investisseurs privés, le débat sur leur propriété a été abordé par ailleurs et ce n'est ni l'objet ni le sujet de la présente consultation d'y revenir.

Nous relevons simplement ici que, même si une minorité de contrats devait être qualifiée de délégation de service public, la désignation du réseau comme bien de retour putatif n'est pas systématique et celle de l'infrastructure de génie civile encore moins. En tout état de cause, la notion même de bien de retour paraît largement antinomique d'une obligation de partage ou d'accès à ces installations, dans la mesure où le régime des biens mis en concession implique un droit de jouissance exclusive au profit du concessionnaire. On ne peut à la fois prétendre qu'il y a délégation de service public et vouloir retirer, après l'exclusivité de prestation du service, celle de jouissance des équipements financés par le délégataire : cela reviendrait à vider totalement le contrat de sa substance, de sa logique et de son économie.

La théorie des biens de retour n'a donc pas d'effet sur la disponibilité ou l'ouverture des infrastructures du câble, et si même un instant de raison on en admettait la pertinence, elle n'aurait de toute façon guère d'effets pratiques avant l'issue de la délégation (à partir de 2017 pour une grande part) et sur des fractions très limitées du réseau national de Numericable.

2.2. Comme le constate l'Arcep, le câblo-opérateur ne dispose pas d'un pouvoir de marché dominant

Numericable est à la fois concurrencé sur son marché originel de la distribution télévisuelle payante par tous les autres canaux, hertziens, satellites et ADSL, de même pour son marché d'opérateur de télécom *triple play* où il l'est par l'ensemble des opérateurs, historique et alternatifs.

S'agissant du marché pertinent des communications électroniques – comme constaté par l'ARCEP – la part de marché de Numericable (moins de 10%) ne peut justifier une qualification de pouvoir de marché dominant. Les chiffres sont au 1^{er} juillet 2007 :

- 3,4 millions d'abonnements à la télévision
- 700 000 abonnements à l'internet haut débit
- 450 000 abonnements à la téléphonie sur IP

La conjonction des facteurs précités rend les infrastructures de Numericable inéligibles à une régulation. S'agissant de la situation des infrastructures de France Télécom-Orange, la société ne fait pas de commentaires.

III. Les conditions du développement du très haut débit

En amont d'une éventuelle régulation du très haut débit, la question posée aux pouvoirs publics et aux opérateurs est bien « quelles sont les conditions du développement du très haut débit ? », Numericable y répond dans le principe et à travers son offre.

3.1. Favoriser le développement d'infrastructures alternatives

Le législateur de 1996 dérégulant le secteur des télécoms en France, comme le régulateur de l'époque, mettait l'accent sur l'effet fondamental pour la concurrence de la création d'infrastructures alternatives. C'est cette concurrence par les infrastructures qui crée de la valeur grâce à l'allocation efficiente de l'investissement.

La conjonction heureuse du développement de l'ADSL et du dégroupage sur la paire de cuivre fait un peu oublier cette vérité première. Ce ne sont ni les enjeux du partage par des opérateurs de service de la marge, sur des infrastructures et des réseaux existants, ni l'investissement public de

collectivités locales retrouvant – à l'échelle de départements – les recettes du plan câble, qui seront le moteur du déploiement de la fibre optique.

Ce moteur sera l'investissement et l'initiative privés.

Le régulateur a donc tout loisir de laisser se développer ces initiatives et décoller les investissements dans le très haut débit avant de prendre part sur la régulation éventuellement nécessaire.

3.2 L'offre de Numericable

Pour sa part, Numericable propose de développer la concurrence à travers la commercialisation des réseaux de fibre optique. Pour ce faire, l'offre de gros proposée par Numericable n'est pas une offre de gros sur l'usage de l'infrastructure physique, mais une offre commerciale de vente en gros de fibre optique en desserte de boucle locale, déployée dans cette infrastructure⁵.

En effet, Numericable installe des capacités excédentaires permettant de faire bénéficier plusieurs opérateurs alternatifs d'IRU de 15 ans sur la fibre déployée.

Cette architecture se caractérise par le fait qu'elle permet l'accès à des points de raccordement dans l'habitat collectif et individuel.

Le point de concentration dans cette architecture qui sera mis à disposition du ou des opérateurs est le NRO. Le point de flexibilité est un splitter, généralement en pied d'immeuble. Le point de livraison est le point de branchement optique situé sur la partie verticale du réseau. La technologie de liaison est le PON.

Cette offre peut être phasée : la partie horizontale jusqu'au pied d'immeuble, puis la partie verticale du splitter au point de branchement optique.

Outre sa tarification commercialement attractive, cette offre répond aux conditions de succès du développement du très haut débit :

- réseau « sans coutures » garantissant les performances et la cohérence technique ;
- concurrence potentielle de 2 à 3 opérateurs supplémentaires, en plus de Numericable ;
- lien direct entre l'investissement et la rentabilité de l'exploitation au profit de l'opérateur investissant dans le réseau ;
- déploiement rapide.

Numericable démontre que c'est bien l'initiative privée qui est le moteur du déploiement du très haut débit.

⁵ Cette offre en annexe 2 est à ce stade couverte par le secret des affaires



ANNEXE 1 : Réponses au questionnaire « Situation concurrentielle des fourreaux de communication électroniques »

Description du génie civil

Question 1. Les acteurs sont invités à décrire les infrastructures de génie civil dont ils sont propriétaires ou exploitants. Quelles sont les principales caractéristiques de ces infrastructures (topologie, matériaux employés, dimensionnement, etc.)? Ces caractéristiques diffèrent-elles selon les dates d'installation, leur localisation, le type de réseau filaire déployé ?

Les infrastructures de génie civil propres à NUMERICABLE sont des réseaux multitubulaires (avec des tubes PVC ou TPC annelés suivant les sites et les années de construction). Les artères longitudinales contiennent en moyenne deux fourreaux (diamètre 45 mm). Les adductions des immeubles n'en contiennent en moyenne un seul. Sur certains réseaux le génie civil a été réalisé à faible profondeur (de 15cm à 30 cm de remblai au dessus de la génératrice supérieure du fourreau du dessus). Les interconnexions de ces artères sont réalisées par des chambres préfabriquées (L1T, L2T, L3T ou de type C) ou coulées sur place. Les tampons de ces chambres peuvent avoir des logos différents (TV, TDF, Citevision, Câble, Lyonnaise Câble, NC Numericable,...) en fonction des sociétés ayant réalisé les réseaux. Dans les zones pavillonnaires les réseaux sont souvent réalisés en aériens sur support électrique. Les contenants (armoires et bornes) posés sur voirie sont la plupart du temps en fibrociment.

Les offres de mise à disposition de génie civil entre opérateurs

Question 2. Les acteurs sont invités à transmettre les offres et les contrats de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client (notamment dans le cadre de la cession des réseaux du plan câble). Les caractéristiques des offres précédemment décrites sont-elles exactes ? Quelles sont les offres de mises à disposition de génie civil autres que celles mentionnées ?

Substituabilité avec l'occupation de galeries visitables

Question 3. Quelles sont les contraintes d'utilisation des galeries visitables des réseaux d'assainissement pour l'installation, l'exploitation et la maintenance d'un réseau de boucle locale ? Pour quelle raison les opérateurs ayant choisi de déployer leur réseau dans les égouts visitables à Paris ont-ils retenu cette solution ? Cette solution est-elle équivalente à la possibilité d'avoir accès au génie civil d'un opérateur tiers ?

Numericable n'a pas choisi ce mode de déploiement, compte-tenu des contraintes très fortes de l'exploitation.

Délimitation du marché

Question 4. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur cette délimitation de marché. Quelles sont les alternatives au génie civil des opérateurs de communications électroniques, notamment au niveau des adductions ? Quelles sont les possibilités d'utilisation des appuis aériens en zone urbaine ? Le marché du génie civil est-il local ou national ?

L'alternative est simplement le creusement de nouvelles adductions.

Par ailleurs, le recours au réseau aérien, qui se caractérise par son faible coût et sa rapidité de mise en œuvre, reste techniquement possible dans toutes les zones ; il est limité par les contraintes mécaniques des supports et les contraintes d'enfouissement imposées par les collectivités.

Le marché du génie civil est local.

Les infrastructures existantes

Question 5. Les acteurs sont invités à compléter et corriger ces données. Le périmètre est celui de la boucle locale. Ceci inclut les adductions dans le cas de réseaux pénétrants.

Génie civil hors FT	Linéaire d'artères	Linéaire de fourreaux	Foyers couverts
Numericable	24 395 000 ml	11 139 269 ml	4 100 000

Sur les ex réseau Noos-UPC (hors réseau dans génie civil de FT) on compte 18 802 630 ml de fourreaux (et 8 546 650 ml d'artères de génie civil) et sur les ex réseau NC-Numericable (hors réseau dans génie civil FT) on compte 5 131 783 ml de fourreaux (et 2 364 877ml d'artères de génie civil).

Les fourreaux de Numericable – en hors du génie civil de FT – correspondent à 24 000 km et non 60 000 ; de même la totalité de ces infrastructures relève de la propriété de Numericable contrairement à l'affirmation erronée figurant dans le tableau de la page 13. La banalisation des conventions liant les collectivités au cablo-opérateur n'a pas d'effets pratiques

(cf. réponse au rapport sur la situation du câble) sur la disponibilité de ces fourreaux.

Les échanges sur le marché

Question 6. Les acteurs sont invités à compléter le tableau ci-dessous pour les contrats et les offres de mise à disposition de génie civil dont ils sont signataires, que ce soit en tant que fournisseur ou en tant que client. Il s'agit des volumes d'échange relatifs à ces offres et contrats.

Numericable ne propose pas et ne proposera dans le futur des offres d'accès à ses infrastructures physiques que sont les fourreaux. En revanche, Numericable se place bien dans une logique d'ouverture commerciale de ses réseaux, via la location sous forme d'IRU de 15 ans sur la fibre optique déployée entre ses NRO et les immeubles.

Position des acteurs sur le marché

Question 7. Les acteurs sont invités à formuler leurs observations sur cette analyse de la puissance. Quel rôle les infrastructures de génie civil des réseaux câblés hors plan câble sont-elles amenées à jouer ? Quelles sont les possibilités effectives d'utilisation des techniques de génie civil allégé ? Quels sont les obstacles à la réalisation de nouvelles adductions ?

Les infrastructures de génie civil des réseaux câblés permettent à l'opérateur qui les a construites et qui en est propriétaire d'upgrader son réseau et de proposer des services ultra haut débit.

Les possibilités effectives d'utilisation des techniques de génie civil allégé existent et sont intéressantes, principalement en utilisation de transport de longue distance. Elles sont difficiles et fragiles à utiliser dans l'exploitation courante d'une boucle locale.

Les obstacles à la réalisation de nouvelles adductions sont principalement le comportement malthusien de certaines collectivités qui renchérissent les coûts d'infrastructure.

Régulation éventuelle des fourreaux

Question 8. Les acteurs sont invités à livrer leurs observations sur la démarche de l'Autorité tendant à privilégier, dans la perspective du très haut débit, une action sur les fourreaux plutôt qu'une régulation lourde. A quelle condition et dans quelles circonstances une régulation des fourreaux serait-elle pertinente ? D'autres instruments (ex : séparation fonctionnelle ; accès au réseau très haut débit de France Télécom ou d'autres opérateurs, par le biais

d'une régulation asymétrique ou symétrique) seront-ils nécessaires, notamment pour les situations dans laquelle la régulation des fourreaux se révélerait insuffisante ? Quels seraient les instruments les plus pertinents et dans quel cadre juridique pourraient-ils être mis en œuvre ?

La position de Numericable est que le seul moteur du développement du très haut débit est l'investissement productif des opérateurs privés. De ce point de vue, la régulation proposée n'est ni nécessaire ni utile au développement du très haut débit. L'absence de régulation serait le contexte approprié au déploiement rapide de la fibre optique et à l'investissement dans les réseaux des opérateurs actuels ou nouveaux.

Les offres d'accès aux fourreaux de France Télécom

Question 9. Les acteurs sont invités à commenter les offres actuelles de France Télécom de mise à disposition de génie civil. Ces offres sont-elles adaptées pour un opérateur souhaitant déployer une boucle locale optique ? Dans quelles conditions géographiques (densité, hauteur du bâti, etc.) les tarifs de location sont-ils compatibles avec de tels déploiements ? Quels sont les aspects critiques d'une offre de gros d'accès au génie civil ? Quel est l'état des discussions entre France Télécom et les opérateurs alternatifs sur l'évolution de son offre LGC DPR ?

France Télécom utilise ses infrastructures de génie civil

Question 10. France Télécom est invitée à préciser à l'Autorité les modalités d'occupation de son génie civil pour ses besoins propres, et à communiquer un document décrivant les règles d'ingénierie correspondantes. L'occupation du génie civil fait-elle l'objet d'un protocole de cession interne ?

Offre régulée

Question 11. Les acteurs sont invités à indiquer quels sont les déterminants des déploiements de réseaux très haut débit. Comment influe la densité de population sur le coût de déploiement ? Quel est le coût maximal par foyer ou par abonné susceptible d'être rentabilisé ? Sur quelle durée de retour sur investissement les opérateurs sont-ils prêts à investir ? En quoi la possibilité d'accéder à des fourreaux peut-elle modifier l'équation économique ?

Le déterminant du déploiement est le retour sur investissement.

Obligations génériques

Question 12. Les acteurs sont invités à commenter ces différentes obligations. Sont-elles nécessaires ? Sont-elles suffisantes ?

Numericable n'a pas de commentaires sur ces projets dont l'Autorité

Offre de gros pertinente

Question 13. L'Autorité invite les acteurs qui le souhaitent à formuler dès à présent des propositions quant aux principales caractéristiques de l'offre de gros qui leur paraîtrait pertinente.

Cf ci-joint

Scenarii

Question 14. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur ces différents scenarii. Quels sont les avantages et inconvénients de chaque scénario ? Quel scénario paraît le plus solide juridiquement ? Quels autres scenarii pourraient être envisagés ?

L'offre de gros de Numericable est le scénario retenu.